

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(70)394

Vol. 1970/0012

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Secrétariat général

SEC(70) 394

Bruxelles, le février 1970
Orig.: D 30/1/1970

CONFIDENTIEL

"	CJ CONSEIL 5/6.2.	"
"	Point "B"	"

NOTE POUR M. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Objet : 542ème réunion du Comité des représentants permanents - 30.1.70
- Elargissement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen

1. Dans une réunion en cadre très restreint le président a discuté de façon objective les avantages et les inconvénients de la proposition faite par la présidence belge les 19/20 janvier 1970. Il se demande si, au lieu du plafond de dépenses envisagées dans cette proposition, on ne doit pas fixer un plafond de recettes annuel, c'est-à-dire pour l'augmentation de la TVA.

M. SPIERENBURG a déclaré avec force que la proposition de la présidence belge n'est pas acceptable pour les Pays-Bas. Il s'agit d'une décision prise par le cabinet néerlandais. La proposition de la présidence belge signifie que l'on donne à entendre indirectement au Parlement européen que l'on n'a aucune confiance en lui.

2. M. BOEGNER a défini la position française de la façon suivante : ou bien on ne donne pas le dernier mot au Parlement européen et on laisse voix au chapitre au Conseil, ou bien, si le Parlement a le dernier mot, il doit être traité avec la même rigueur budgétaire que les autres institutions. On pourrait y parvenir en faisant des augmentations moyennes des budgets nationaux la limite supérieure de l'augmentation du budget de la Communauté.

M. SACHS a récapitulé les raisons qui à son avis plaident en faveur de la formule du 22.12.1969 ; il s'établirait, notamment, entre la Commission et le Parlement un dialogue analogue à celui qui est maintenant en usage entre la Commission et le Conseil lors des discussions budgétaires, ce qui aurait en tout cas un effet modérateur sur les décisions de dépenses. Mais au demeurant il ne peut préjuger la position allemande, des réflexions étant encore en cours à Bonn.

./...

M. DOMBASSEI a exprimé également la conviction qu'il s'agit d'un problème politique.

3. Le président a soulevé le point de savoir quelle est la liberté de mouvement effective qui est donnée au Parlement européen par la formule envisagée le 22 décembre 1969 par le Conseil. Au cours d'une assez longue discussion la tentative a été faite de définir ceux des chapitres du budget pour lesquels le Parlement, dans l'exercice de ses pouvoirs budgétaires, n'est pas limité pour le droit communautaire, etc. J'ai exposé au cours de ce débat que seuls le titre I, chapitre II, le titre II, chapitre X, chapitre XIV, et certains postes du titre III, sont susceptibles de telles majorations dans une mesure notable.
4. La délégation française a demandé de faire procéder de la façon habituelle à une étude d'expert, au niveau technique par un groupe. M. SPIERENBURG a déclaré catégoriquement que les Pays-Bas ne pourraient participer à une telle réunion même au niveau technique. Il s'agit selon lui exclusivement de la question politique de savoir si la France entend se tenir à un compromis qui a été conclu. Or, des discussions d'experts ne pourraient apporter aucune contribution à cet effet.

Le président a alors renoncé à prévoir une réunion de groupe, en dépit de l'insistance de M. BOEGNER et malgré l'attitude favorable des autres délégations à l'égard de la proposition française. Il a demandé en lieu et place (et MM. SPIERENBURG et SACHS se sont ralliés à cette question) si la Commission pourrait élaborer et soumettre un document répondant à la question de la marge de manoeuvre effective du Parlement européen en cas d'application de la formule du 22.12.1969.

J'ai répondu que je ne pouvais donner une réponse favorable sans avoir demandé des instructions. Mais si la présidence convoquait une réunion de groupe pour discuter des questions purement techniques, les experts de la Commission y participeraient et donneraient tous les renseignements éventuellement nécessaires.

J'ai adopté cette position parce que je ne juge pas opportun que quelques jours avant le débat du Parlement, la Commission élabore et mette en circulation, sur ce problème, un document indiquant dans le détail les quelques chapitres du budget qui d'une façon générale pourraient être influencés par le Parlement après le renforcement envisagé de ses pouvoirs budgétaires.

Le président s'est demandé si la présidence doit soumettre un document avec les informations nécessaires. Quand M. SPIERENBURG protesta également à ce propos, le président n'est toutefois plus revenu sur cette idée.

Les discussions n'ont conduit à aucun résultat. M. BOEGNER a constaté que la présidence se voyait empêchée d'agir, alors que la majorité de cinq délégations souhaite une réunion de groupe ou un document de la présidence.

M. SPIERENBURG a promis uniquement qu'il entrerait en contact avec La Haye, afin d'obtenir des instructions au sujet de la participation néerlandaise à une éventuelle réunion de groupe.

(s) K. MEYER

Secrétaire général adjoint

Brüssel, den 30. Januar 1970

TO 109 - Punkt 6
=====

VERTRAULICH

TO Rat 5./6.2.
Punkt "B"

VERMERK FÜR DIE HERREN MITGLIEDER DER KOMMISSION

Betrifft: 542. Sitzung des Ausschusses der Ständigen Vertreter vom 30.1.1970
- Erweiterung der Haushaltsbefugnisse des Europäischen Parlaments

1. In einer Sitzung im engsten Rahmen erörterte der Vorsitzende in objektiver Weise die Vor- und Nachteile des Vorschlages der belgischen Präsidentschaft vom 19./20. Januar 1970. Er fragte sich, ob, anstelle des in diesem Vorschlag in Aussicht genommenen Ausgabenplafonds, nicht ein jährlicher Einnahmenplafonds, d.h. für die Erhöhung der TVA, festgelegt werden sollte.

Botschafter SPIERENBURG erklärte mit Nachdruck, dass der Vorschlag der belgischen Präsidentschaft für die Niederlande nicht akzeptabel sei. Es handle sich um eine niederländische Kabinettsentscheidung. Der Vorschlag der belgischen Präsidentschaft bedeute, dass man dem Europäischen Parlament indirekt zu verstehen gebe, dass man keinerlei Vertrauen zu ihm habe.

2. Botschafter BOEGNER definierte die französische Position folgendermassen: Entweder gibt man dem Europäischen Parlament nicht das letzte Wort und lässt dem Rat mitentscheiden, oder aber, wenn das Parlament das letzte Wort bekommt, müsse es mit derselben budgetären Strenge behandelt werden wie die anderen Institutionen. Dies könne möglicherweise dadurch erreicht werden, dass die durchschnittlichen nationalen Budgeterhöhungen die Obergrenze für die Budgeterhöhung für die Gemeinschaft würden.

Botschafter SACHS fasste die Gründe zusammen, die seiner Auffassung nach für die Formel vom 22.12.1969 sprächen; u.a. würde sich zwischen Kommission und Parlament ein ähnlicher Dialog entwickeln wie er jetzt zwischen Kommission und Rat bei den Budgetberatungen üblich sei. Dies würde in jedem Falle mässigend auf Ausgabenbeschlüsse einwirken. Im übrigen könne er aber nicht die deutsche Position präjudizieren, da gegenwärtig in Bonn noch Überlegungen angestellt werden.

Auch Botschafter BOMBASSEI gab der Überzeugung Ausdruck, dass es sich um ein politisches Problem handele.

3. Vom Vorsitzenden wurde die Frage aufgeworfen, welche tatsächliche Bewegungsfreiheit die am 22. Dezember 1969 vom Rat in Aussicht genommene Formel dem Europäischen Parlament gibt. In einer längeren Diskussion wurde versucht, diejenigen Kapitel des Budgets zu definieren, bei denen das Parlament bei der Ausübung seiner Budgetbefugnisse nicht durch Gemeinschaftsrecht usw. beschränkt ist. Ich führte in dieser Debatte auf, dass lediglich Titel I, Kapitel II, Titel II, Kapitel X, Kapitel XIV und gewisse Positionen aus Titel III solcher Erhöhungen in nennenswertem Umfang fähig sind.
4. Die französische Delegation beantragte, dass eine Expertenuntersuchung auf technischer Ebene durch eine Gruppe in gewohnter Weise vorgenommen werde. Botschafter SPIERENBURG erklärte kategorisch, dass die Niederlande an einer solchen Sitzung, auch auf technischer Ebene, nicht teilnehmen könnten. Es handle sich ausschliesslich um die politische Frage, ob Frankreich sich an einen einmal geschlossenen Kompromiss halten wolle. Hierzu könnten jedoch Expertenüberlegungen nichts beitragen.

Der Vorsitzende verzichtete daraufhin trotz weiteren Drängens von Botschafter BOEGNER und trotz wohlwollender Haltung der übrigen Delegationen gegenüber dem französischen Vorschlag, eine Gruppensitzung anzubezahlen. Er stellte stattdessen die Frage, der sich Botschafter SPIERENBURG und Botschafter SACHS anschlossen, ob nicht die Kommission ein Papier ausarbeiten und vorlegen wolle, in welchem eine Antwort auf die Frage nach dem tatsächlichen Bewegungsspielraum des Europäischen Parlaments bei Anwendung der Formel vom 22.12.1969 gegeben würde.

Ich antwortete hierauf, dass ich diese Zusage nicht geben könne, ohne Instruktionen eingeholt zu haben. Die Experten der Kommission würden jedoch, wenn die Präsidentschaft eine Gruppensitzung zur Erörterung der rein technischen Fragen einberufe, an dieser Sitzung teilnehmen und alle etwa benötigten Auskünfte geben.

Ich habe diese Position bezogen, da ich es nicht für opportun halte, dass die Kommission einige Tage vor der Parlamentsdebatte über diese Frage ein Dokument ausarbeitet und in Umlauf setzt, aus dem im einzelnen hervorgeht, welche (wenigen) Kapitel des Budgets überhaupt vom Parlament auch nach der in Aussicht genommenen Erhöhung seiner Budgetbefugnisse beeinflusst werden können.

Der Vorsitzende überlegte, ^{dann,} ob die Präsidentschaft ein Papier mit den notwendigen Informationen vorlegen solle. Als Botschafter SPIERENBURG auch hiergegen protestierte, kam der Vorsitzende auf diesen Gedanken jedoch nicht zurück.

Die Erörterungen führten zu keinem Ergebnis. Botschafter BOEGNER stellte fest, dass sich die Präsidentschaft am Handeln gehindert sähe, obwohl die Mehrheit von 5 Delegationen eine Gruppensitzung oder ein Papier des Vorsitzes wünsche.

Botschafter SPIERENBURG sagte lediglich zu, dass er mit Den Haag in Verbindung treten wolle, um Instruktionen bezüglich der niederländischen Teilnahme an einer etwaigen Gruppensitzung einzuholen.

K. MEYER

Stellvertretender Generalsekretär